

Crise sanitaire : “Tu veux bouter les Français hors de Guadeloupe ?”

ÉCRIT PAR STANISLAS NOYER

26 novembre 2021



“Mais faire glisser un combat sanitaire en combat idéologique, ce n’est pas clair ! ” dénonce Victorin Lurel. Ce 24 novembre au Sénat lors de la séance des questions au gouvernement, le parlementaire a suggéré au ministre des Outre-mer une ” réponse politique “.

Usant de son droit de réplique, après la réponse du ministre des Outre-mer Sébastien Lecornu à la question qu’il venait de lui poser en ouverture de la séance des questions au gouvernement, ce 24 novembre, au Sénat, Victorin Lurel a livré le fond de sa pensée. ” *Quelle que soit la qualité des réponses, a-t-il dit, elles ne seront jamais suffisantes pour certains qui travaillent déjà sur d’autres registres. On ne répond pas à une crise anthropologique, et j’ose dire ontologique, psychologique et existentielle, par des réponses uniquement matérielles et financières. Il faut une réponse politique. Sans sombrer dans un langage cartiériste (1), la question de confiance devra être tôt ou tard posée aux élites et au peuple*

guadeloupéen. Celle du vouloir vivre ensemble. Voulez-vous, oui ou non, rester dans l'ensemble français ? Il faudra bien faire tomber les masques ".

Quelques instants plus tard, il a bien voulu en dire un peu plus au *Courrier de Guadeloupe*. " *C'est un combat politique que certains mènent. Ils ont le droit de le dire. Je dis que c'est un peuple, une Nation sans État, mais c'est le peuple qui décide de son destin. Mais faire glisser un combat sanitaire en combat idéologique, ce n'est pas clair ! Est-ce que tu veux être Guadeloupéen ? Libre ? Ou tu veux bouter les Français hors de Guadeloupe ?* ". L'ancien ministre aujourd'hui sénateur est quant à lui partisan de modifier la Constitution pour pouvoir interroger régulièrement les Guadeloupéens sur leurs liens avec la République. " *Porto Rico pose la question tous les dix ans... Et les indépendantistes y font pâle figure !* ".

Mettant en garde contre la menace de la contagion, d'une " *extension du domaine de la lutte* " à la Martinique, à la Guyane et la Polynésie et en Nouvelle Calédonie – où le troisième référendum d'autodétermination aura lieu le 12 décembre, l'ancien ministre avait d'abord lancé : " *J'estime que vous auriez pu protéger Pointe-à-Pitre livrée à elle-même* ". Passé cet uppercut, il avait questionné le ministre des Outre-mer sur les suites de la rencontre organisée deux jours plus tôt, dans la soirée à Matignon, entre le Premier ministre et ses ministres de la Santé, des Outre-mer et de l'Intérieur, et les élus de Guadeloupe. " *Au-delà du nécessaire volet sécuritaire, a demandé Victorin Lurel, pouvez-vous informer la représentation nationale des suites concrètes du plan d'action global, systémique et structurel annoncé et son calendrier à court et moyen terme. En ajoutant : Face aux résistances, comment prévenir une cinquième vague annoncée, comment prévenir et sauver des vies ?* ".

Sébastien Lecornu – qui craignait sans doute une question plus brutale, comme celle posée la veille à l'Assemblée par la présidente du groupe des Insoumis, Mathilde Panot, – a d'abord rendu un hommage appuyé au " *courage* " du sénateur socialiste dans ses " *prises de position sur la vaccination*, et salué son *sens de l'État et de la République*. Passant vite sur les 100 interpellations effectuées en réponse pénale aux tirs à balles réelles sur les forces de l'ordre qui n'ont rien à voir avec des manifestants ou des personnes formant des revendications sanitaires ", il a répété que la loi sur l'obligation vaccinale des soignants devait s'appliquer. Mais que

le " *dialogue social employeur-employé* " devait aussi se poursuivre. Il a mis en avant le fait que parmi les " *1 400 soignants suspendus, figuraient 355 médecins de ville dont 150 viennent de se mettre en conformité en se vaccinant* ". Et dit que ce dialogue valait aussi pour les pompiers. Une réunion avec les maires, ce 25 novembre, a-t-il annoncé, devait aborder la question de la " *jeunesse désœuvrée après deux ans de covid* ". Enfin, pour prévenir la 5e vague, il a aussi annoncé " *rétablir les tests avant embarquement pour les vaccinés et non-vaccinés venant en Guadeloupe de l'Hexagone* ". Deux débuts de réponse à des demandes faites lundi soir à Jean Castex par les élus de Guadeloupe.

(1) Raymond Cartier, journaliste à Paris Match, a mené campagne dans les années cinquante contre les colonies qui coûtaient trop cher. On lui a attribué la formule : " *La Corrèze plutôt que le Zambèze* ". À tort, car souvent reprise par les partisans de la réduction des dépenses d'aide au développement, elle est de Jean Montalat, député... de Corrèze.